Extrait du Démocratie & Socialisme

http://www.democratie-socialisme.fr

Crise ou reprise, là n'est pas la question...

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : vendredi 1er mai 2009

Démocratie & Socialisme

« Regain d'optimisme aux États-Unis », *« Premiers signes encourageants en Allemagne », « La Banque Mondiale annonce un rebond de la Chine cet été »*... À en croire les titres du Figaro, la reprise tant attendue par les capitalistes du monde entier ne va pas tarder. En réalité, bien malin celui qui peut évaluer l'ampleur de la crise ! Rappelons une seule chose : le monde est entré dans une période qui ressemble à s'y méprendre à la récession des années 1930. Il s'agit d'une crise de surproduction, liée à un affaiblissement de la demande et à une frénésie spéculative jamais vue jusque-là. Les prétendus « experts » qui nous expliquent que cette crise ne touche que peu l'économie réelle et n'a donc rien à voir avec la grande crise de 29, se trompent lourdement... Pourquoi aurait-on débloqué des sommes incomparablement plus importantes que celles qui ont été injectées dans l'économie par les équipes keynésiennes du « New Deal », s'il ne s'agissait que d'une phase de difficultés conjoncturelles ? Il est vain de spéculer sur la sortie de crise. La vérité est de toute façon ailleurs.

Le fait essentiel de ces derniers mois bien plus que le « G Vain » qui n'a été qu'un magistral coup d'épée dans l'eau c'est la décision émanant de la Réserve Fédérale de racheter, le 18 mars dernier, pour 300 milliards de bons du Trésor américain. C'est un choix décisif, car il impose à l'État fédéral d'émettre en masse du papier-monnaie. Ce qui signifie deux choses.

1. Les États-Unis ne peuvent plus supporter la charge que constitue le paiement des intérêts à leurs créanciers.

2. Le dollar va nécessairement perdre de la valeur. Les États-Unis viennent d'annoncer au monde entier qu'ils ne sont plus solvables, alors qu'ils vivent à crédit depuis le début des années 1970... C'est un changement majeur dans l'organisation économique du monde actuel. Les États-Unis se lancent dans une fuite en avant consistant à transformer sa dette en billets verts... tant que des gens auront encore confiance dans cette monnaie qui est en train de devenir virtuelle !

La Chine, qui détient la plus grande part de la dette américaine c'est-à-dire une masse gigantesque de dollars en voie de dépréciation va en effet être contrainte de se délester dans des conditions particulièrement difficiles de ces bons du Trésor. Un dirigeant chinois, cité dans le Financial Time, l'a dit clairement à New York en février dernier : *« À l'exception des bons du Trésor, que peut-on détenir d'autre ? »*. Ce responsable a conclu d'une façon extrêmement violente son discours, signe de l'angoisse qui saisit actuellement les milieux dirigeants chinois. *« Nous vous haïssons, les gars. [...] Nous savons que le dollar va se déprécier, alors nous vous haïssons, mais il n'y a rien d'autre que nous puissions faire »*, a en effet ajouté le peu diplomatique Luo Ping. Les États-Unis viennent donc de déclarer la guerre économique à la bureaucratie chinoise, qui commence à comprendre que le rôle de créancier des États-Unis n'est pas une place enviable... Car, pour la Chine comme pour la Russie, détenir une partie de la dette américaine impose de payer pour eux, quand la situation se dégrade !

Depuis peu, nous sommes donc entrés dans une phase d'affrontements inter-impérialistes aiguë, car, maintenant que les bons du trésor ne constituent plus officiellement une « valeur refuge », les vrais marchés juteux ne sont plus assez nombreux pour pouvoir abreuver tout le monde... D'où le comportement agressif de la Chine qui cherche à s'imposer en Asie ou en Afrique orientale, et qui tente par tous les moyens de placer ses avoirs à l'étranger. Quant à l'élection d'Obama, si elle semble infléchir la politique étrangère américaine, elle ne change pas fondamentalement son analyse géopolitique. Les États-Unis continuent leur sale boulot en Afghanistan, même si le nouveau président a reconnu dans le New York Times que « les États-Unis ne sont pas en train de gagner la guerre »... Le Pentagone ne voit comme solution qu'une sorte de « droit de poursuite » des forces islamistes en territoire pakistanais, ce qui sonne pourtant comme un terrible aveu d'impuissance...

Cet acharnement, contrastant avec le côté raisonné et « multilatéral » d'Obama, ne s'explique que par cette volonté de l'impérialisme US d'affermir ses positions, notamment face à la Russie et à la Chine. Le geste du nouveau président à l'attention de l'Iran fait également sens dans ce contexte international extrêmement tendu. Le message

Copyright © Démocratie & Socialisme

de rapprochement, affirmant que l'Iran a le « droit » de prendre sa place dans la communauté des nations, mais que ce droit « s'accompagne de vraies responsabilités », a été posté sur le site de la Maison Blanche le 19 mars. Soit quelques heures à peine après la décision de la Réserve Fédérale revenant à déclarer les États-Unis insolvables ! De là à imaginer qu'un hypothétique rapprochement irano-américain pourrait se réaliser contre la Chine, il n'y a qu'un pas...

Partout, le printemps sera chaud !

Face au vieux monde à l'agonie, la France n'est pas toute seule, en ce jour de fête internationale des travailleurs ! Dans de nombreux pays, les salariés refusent de payer la crise de ceux d'en haut.

En Chine, les prévisions de croissance sont encore revues à la baisse, alors que la bureaucratie fixe à 8 % le taux en dessous duquel des affrontements sont à prévoir. Ainsi, début 2009, le magazine de l'appareil du PCC, affirmait que, « depuis le deuxième semestre 2008, avec l'aggravation des difficultés économiques [...], les faillites, les licenciements et les conflits salariaux ont manifestement augmenté, ce qui a multiplié les incidents de masse ». Selon un responsable de la région de Chongqing, « en 2009, la société chinoise fera face probablement à encore davantage de conflits ».

En Grèce, la situation sociale est encore explosive, après les événements de décembre 2008. Il n'y a pas un jour sans manifestations et heurts avec la police, que ce soit à Athènes ou dans le reste du pays. Les anarchistes et autres « radicaux », croyant détruire le capitalisme en tapant sur les flics, sont certes toujours présents, mais la mobilisation devient progressivement un mouvement de masse.

Depuis 2 mois, il n'y a pas un secteur du salariat qui n'ait eu l'occasion de manifester contre le pouvoir : paysans, dockers, marins, femmes de ménage, employés, fonctionnaires non payés, personnels hospitaliers, artistes, étudiants et lycéens... Partout, les actions organisées sont en cours de centralisation et sont de plus en plus souvent dirigées vers le pouvoir et ses ministères. Les manifestants s'attaquent maintenant à des biens symboles de la société libérale et inégalitaire (école privée, clubs pour riches, banques, centres commerciaux...). La radicalisation réelle et non celle des seuls gauchistes semble évidente. Le 2 avril dernier a eu lieu une gigantesque grève générale lors de laquelle les travailleurs ont dit non « à la politique suivie par le gouvernement et aux comportements illégaux et abusifs des patrons », aux dires du président de la GSEE, la CGT grecque.

Et que dire de l'Irlande, de l'Espagne, de la Belgique ou encore de la Hongrie ? Même à Monaco, le printemps est chaud, si, si ! En effet, l'Union des Syndicats de Monaco a appelé « à la résistance face à la pression du patronat qui, depuis au moins trente ans, agit en faveur du recul social. ». En conséquence, les syndicats monégasques ont organisé une grande journée interprofessionnelle d'action le 16 avril, qui a rassemblé 40 000 personnes !

Si même à Monaco, ça bouge, c'est que, vraiment, tout devient possible.

Jean-François Claudon (75)

Copyright © Démocratie & Socialisme